

# JOURNAL DE MONACO

## Bulletin Officiel de la Principauté

### JOURNAL HEBDOMADAIRE PARAISSANT LE VENDREDI

#### ABONNEMENTS : UN AN

MONACO — FRANCE ET COMMUNAUTÉ : 15,00 F  
Annexe de la « Propriété Industrielle » seule : 8,00 F

ÉTRANGER (frais de poste en sus)

Changement d'adresse : 0,50 F

Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> de chaque année

INSERTIONS LÉGALES : 1,50 F la ligne

#### DIRECTION — RÉDACTION

HOTEL DU GOUVERNEMENT

#### ADMINISTRATION

CENTRE ADMINISTRATIF

(Bibliothèque Communale)

Rue de la Poste - MONACO

Compte Courant Postal : 3019-47 Marseille - Tél. : 30-13-95

## SOMMAIRE

### MAISON SOUVERAINE

*Cocktail au Palais Princier* (p. 375).

*Déjeuner en l'honneur du Conseil Communal* (p. 376).

*Réception privée en l'honneur du Vice Amiral Gentner* (p. 376).

### ARRÊTÉS MINISTÉRIELS

Arrêté Ministériel n° 63-068 du 23 mars 1963 autorisant la modification des statuts de la Société anonyme monégasque dénommée « Monacredit » (p. 376).

Arrêté Ministériel n° 63-069 du 23 mars 1963 autorisant la modification des statuts de la Société anonyme monégasque dénommée « Société de Banque et d'Investissements » en abrégé « S.O.B.I. » (p. 376).

Errata à l'Arrêté Ministériel n° 63-062 du 27 mars 1963 (p. 377).

### ARRÊTÉS MUNICIPAUX

Arrêté Municipal n° 63-17 du 2 avril 1963 interdisant la circulation des piétons sur une partie de la voie publique (plate-forme centrale du Quai Albert 1<sup>er</sup>) à l'occasion d'une épreuve sportive (p. 377).

Arrêté Municipal n° 63-18 du 5 avril 1963 portant dérogation temporaire aux prescriptions en vigueur concernant la circulation des véhicules sur une partie de la voie publique (Avenue Crovetto Frères) (p. 377).

Arrêté Municipal n° 63-19 du 8 avril 1963 réglementant la circulation des piétons sur une partie de voie publique (Quai Albert 1<sup>er</sup>) à l'occasion d'une manifestation sportive (p. 378).

### AVIS ET COMMUNIQUÉS

#### DIRECTION DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES.

Circulaire n° 63-15 du 26 mars 1963 fixant les taux minima des salaires horaires du personnel des industries graphiques à compter du 15 janvier 1963 (p. 378).

Circulaire n° 63-16 du 26 mars 1963 précisant le mode de calcul des appointements des employés des Imprimeries de labeur, à compter du 15 janvier 1963 (p. 379).

Circulaire n° 63-17 du 28 mars 1963 précisant la classification et les taux des salaires minima applicables au personnel des Agences d'Assurances à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1963 (p. 379).

#### SERVICE DU LOGEMENT.

Appartements loués pendant le mois de mars 1963 (p. 380).

### INFORMATIONS DIVERSES

Clôture de la saison lyrique à l'Opéra de Monte-Carlo (p. 380)

Exposition Walt Louderback (p. 381).

INSERTIONS LÉGALES ET ANNONCES (p. 381 à 384).

## MAISON SOUVERAINE

*Cocktail au Palais Princier.*

Le 23 mars dernier, à 19 h. LL.AA.SS. le Prince et la Princesse ont offert, au Palais Princier, un cocktail en l'honneur des participants aux Régates 1963.

Etaient invités : les Membres du Comité de Direction du Yacht Club, du Comité d'Organisation des Régates et de la Course, et plusieurs concurrents, ainsi que M. Maurice Delavenne, Conseiller de Gouvernement pour l'Intérieur, le D<sup>r</sup> Orecchia, Commissaire aux Sports, M<sup>ms</sup> Carnal, le Chef d'Escadrons Saussier, Commandant la C<sup>te</sup> de Carabiniers, le Commandant du Port et des Membres de la Maison Souveraine.

### *Déjeuner en l'honneur du Conseil Communal.*

LL.AA.SS. le Prince et la Princess ont donné, le 9 avril au Palais Princier, un déjeuner en l'honneur du Conseil Communal.

Assistaient à ce déjeuner : M. le Maire et M<sup>me</sup> Robert Boisson, MM. Emile Gaziello, José Notari, Jean-Joseph Marquet, Paul Choinière, Adjoint au Maire, M<sup>me</sup> Roxane Noat-Notari, Germaine Sangiorgio, MM. Roger Bauscher, Théo Gastaud, Charles-Maurice Crovetto, Laurent Fontana, Raymond Franzi, Louis Sangiorgio, Laurent Savelli, Conseillers Communaux ;

ainsi que : S. Exc. Mgr Jean Rupp, Evêque de Monaco, S. Exc. M. Paul Noghès, Secrétaire d'Etat, MM. Maurice Delavenne, Conseiller de Gouvernement pour l'Intérieur, Henri Crovetto, Contrôleur Général Honoraire des Dépenses, Léon Porta, Consul de Monaco à Ostende, Charles Minazzoli, Secrétaire Général du Ministère d'Etat, Denis Gastaud, Chef de Division au Ministère d'Etat, Roger Lechner, Secrétaire en Chef de la Mairie.

Des Membres de la Maison Souveraine assistaient également à ce déjeuner.

### *Réception privée en l'honneur du Vice-Amiral Gentner.*

Le même jour, S.A.S. le Prince a reçu, en audience, le Vice-Amiral William E. Gentner Jr., Commandant la VI<sup>e</sup> Flotte Américaine en Méditerranée.

A l'issue de cette audience, Leurs Altesses Sérénissimes ont offert, au Palais Princier, une réception privée en l'honneur du Vice-Amiral Gentner.

## ARRÊTÉS MINISTÉRIELS

### *Arrêté Ministériel n° 63-068 du 23 mars 1963 autorisant la modification des statuts de la Société anonyme monégasque dénommée « Monacredit ».*

Nous, Ministre d'Etat de la Principauté,

Vu la demande présentée par les dirigeants de la Société anonyme monégasque dénommée « Monacredit », agissant en vertu des pouvoirs à eux confiés par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de ladite Société ;

Vu le procès-verbal de ladite assemblée générale extraordinaire tenue à Monaco le 25 janvier 1963.

Vu les articles 16 et 17 de l'Ordonnance du 5 mars 1895 sur les Sociétés Anonymes et en commandite par actions, modifiés par la Loi n° 71 du 3 janvier 1924 et par l'Ordonnance-Loi n° 340 du 11 mars 1942 ;

Vu l'Ordonnance du 4 août 1899 sur le Commerce de la Banque ;

Vu la Loi n° 594 du 15 juillet 1954 ;

Vu l'Ordonnance du 25 mars 1955 ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 19 mars 1963 ;

### Arrêtons :

#### ARTICLE PREMIER.

Sont approuvées les résolutions de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société anonyme monégasque dénommée « Monacredit » en date du 25 janvier 1963, ayant décidé :

a) la modification de l'article 2 (Objet social) des Statuts.

b) l'augmentation du capital social de la somme de 300.000 francs à celle de 900.000 francs, par création et émission au pair de quatre mille actions nouvelles entièrement libérées, ayant pour conséquence la modification de l'article 6 des Statuts.

c) la modification de l'article 9 des Statuts.

#### ART. 2.

Ces résolutions et modifications devront être publiées au « Journal de Monaco » après accomplissement des formalités prévues par le troisième alinéa de l'article 17 de l'Ordonnance du 5 mars 1895, modifiée par l'Ordonnance-Loi n° 340 du 11 mars 1942 susvisée.

#### ART. 3.

M. le Conseiller de Gouvernement pour les Finances et les Affaires Economiques est chargé de l'exécution du présent Arrêté.

Fait à Monaco, en l'Hôtel du Gouvernement, le vingt-trois mars mil neuf cent soixante-trois.

P. le Ministre d'Etat,  
P. BLANCHY.

### *Arrêté Ministériel n° 63-069 du 23 mars 1963 autorisant la modification des statuts de la Société anonyme monégasque dénommée « Société de Banque et d'Investissements » en abrégé « S.O. B.I. ».*

Nous, Ministre d'Etat de la Principauté,

Vu la demande présentée par les dirigeants de la Société Anonyme Monégasque dénommée « Société de Banque et d'Investissements », en abrégé « S.O.B.I. » agissant en vertu des pouvoirs à eux confiés par l'assemblée générale extraordinaire de ladite société ;

Vu le procès-verbal de ladite Assemblée Générale Extraordinaire tenue à Monaco le 19 décembre 1962 ;

Vu les articles 16 et 17 de l'Ordonnance du 5 mars 1895 sur les Sociétés Anonymes et en commandite par actions, modifiés par la Loi n° 71 du 3 janvier 1924 et par l'Ordonnance-Loi n° 340 du 11 mars 1962 ;

Vu l'Ordonnance du 4 août 1899 sur le Commerce de la Banque ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 19 mars 1963.

**Arrêtons :****ARTICLE PREMIER.**

Sont approuvées les résolutions de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société anonyme monégasque dénommée « Société de Banque et d'Investissements » en abrégé « S.O.B.I. », portant modification de l'article 2 (objet social) des Statuts.

**ART. 2.**

Ces résolutions et modifications devront être publiées au « Journal de Monaco » après accomplissement des formalités prévues par le troisième alinéa de l'article 17 de l'Ordonnance du 5 mars 1895, modifié par l'Ordonnance-Loi n° 340 du 11 mars 1942 susvisée.

**ART. 3.**

M. le Conseiller de Gouvernement pour les Finances et les Affaires Économiques est chargé de l'exécution du présent Arrêté.

Fait à Monaco, en l'Hôtel du Gouvernement, le vingt-trois mars mil neuf cent soixante-trois.

P. le Ministre d'État,  
P. BÖANCHY.

### Errata à l'Arrêté Ministériel n° 63-062 du 27 mars 1963.

**Corrections à apporter :**

1°) à l'Arrêté Ministériel n° 63-062 du 27 mars 1963 établissant la nomenclature générale des actes professionnels des médecins sages-femmes et auxiliaires médicaux.

Page 317 - 2° colonne :

**Deuxième Partie****CHIRURGIE DES TISSUS**

A. — PEAU ET TISSU CELLULAIRE  
SOUS-CUTANÉ

**Au lieu de :**

Suture secondaire d'une plaie après  
avivement ..... K 18

**lire :**

Suture secondaire d'une plaie après  
avivement ..... K 10

2°) à l'Arrêté Ministériel n° 63-063 du 27 mars 1963 établissant la nomenclature des actes professionnels des stomatologistes et des chirurgiens-dentistes.

Page 355 - 1<sup>re</sup> colonne :

Anesthésie.

**Au lieu de :**

De deux canines incluses (inter-  
vention chirurgicale comprise).. 160 E K 40

6°) Contention après traitement ortho-  
dontique .....

**lire :**

De deux canines incluses (inter-  
vention chirurgicale comprise).. 160 E K 40

6°) Contention après traitement ortho-  
dontique ..... 50

3°) à l'Arrêté Ministériel n° 63-065 du 27 mars 1963 établissant la nomenclature des actes d'électrothérapie.

Page 366 - Art. 2. :

**Compléter :**

Les « dispositions générales » et le chapitre 1<sup>er</sup> de l'Arrêté Ministériel n° 63-062 du 27 mars 1963...

## ARRÊTÉS MUNICIPAUX

*Arrêté Municipal n° 63-17 du 2 avril 1963 interdisant la circulation des piétons sur une partie de la voie publique (plate-forme centrale du Quai Albert I<sup>er</sup>) à l'occasion d'une épreuve sportive.*

Nous, Maire de la Ville de Monaco,

Vu la Loi n° 30 du 3 mai 1920 sur l'Organisation Municipale, modifiée et complétée par les Lois n° 64 et 505 des 3 janvier 1923 et 19 juillet 1949, par l'Ordonnance-Loi n° 670 du 19 septembre 1959 et par la Loi n° 717 du 27 décembre 1961;

Vu l'article 2 de la Loi n° 124 du 15 janvier 1930 sur la délimitation du Domaine;

Vu l'Ordonnance du 1<sup>er</sup> février 1931 portant délimitation des quais et dépendances du port;

Vu l'agrément de S. Exc. M. le Ministre d'État en date du 1<sup>er</sup> avril 1963.

**Arrêtons :****ARTICLE PREMIER.**

Le dimanche 28 avril 1963, de 9 h. à 12 h., la circulation de piétons est interdite sur la partie de la plate-forme centrale du Quai Albert I<sup>er</sup>, délimitée par l'enceinte où se dérouleront les épreuves du Gymkhana Moto-Scoutériste.

**ART. 2.**

Toute infraction au présent Arrêté sera constatée et poursuivie conformément à la Loi.

Monaco, le 2 avril 1963.

Le Maire,  
R. BOISSON.

*Arrêté Municipal n° 63-18 du 5 avril 1963 portant dérogation temporaire aux prescriptions en vigueur concernant la circulation des véhicules sur une partie de la voie publique (Avenue Crovetto Frères).*

Nous, Maire de la Ville de Monaco;

Vu la Loi n° 30 du 3 mai 1920 sur l'organisation municipale, modifiée et complétée par les Lois n° 64, 505 et 717 des 3 janvier 1923, 19 juillet 1949 et 27 décembre 1961, et par l'Ordonnance-Loi n° 670 du 19 septembre 1959;

Vu l'article 2 de la Loi n° 124 du 15 janvier 1930 sur la délimitation du domaine;

Vu l'Ordonnance Souveraine n° 1691 du 17 décembre 1957 portant réglementation de la Police de la Circulation Routière (Code de la Route) modifiée par les Ordonnances Souveraines n° 1950 du 13 février 1959 et n° 2934 du 10 décembre 1962;

Vu l'Arrêté Municipal n° 73 du 20 juillet 1960 portant codification des textes sur la circulation et sur le stationnement des véhicules, modifié et complété par les Arrêtés n° 61-6 du 23 janvier 1961 et n° 61-56 du 23 août 1961;

Vu l'agrément de S. Exc. M. le Ministre d'État en date du 5 avril 1963;

#### Arrêtons :

##### ARTICLE PREMIER.

Le lundi 8 avril 1963, de 8 h. 30 à 12 h. 30, la circulation des véhicules est interdite sur la partie de l'Avenue Crovetto Frères, au droit du n° 14.

Pendant la durée de cette interruption, le sens unique prescrit par l'article 3 — 2° de l'Arrêté Municipal n° 73, sus-visé, sera suspendu; la circulation des véhicules est autorisée dans les parties de l'Avenue Crovetto comprises, d'une part, entre le Boulevard Rainier III et le n° 14, et, d'autre part, entre le n° 14 et la rue Plati.

Dans ce dernier cas, l'accès à l'Avenue Crovetto Frères se fera par le boulevard de Belgique et la rue Plati, dans le sens de la descente.

##### ART. 2.

Toute infraction au présent Arrêté sera constatée et poursuivie, conformément à la Loi.

Monaco, le 5 avril 1963.

*Le Maire,*  
R. BOISSON.

*Arrêté Municipal n° 63-19 du 8 avril 1963 réglementant la circulation des piétons sur une partie de voie publique (Quai Albert I<sup>er</sup>) à l'occasion d'une manifestation sportive.*

Nous, Maire de la Ville de Monaco,

Vu la Loi n° 30 du 3 mai 1920 sur l'Organisation Municipale, modifiée par les Lois n° 64 et 505 des 3 janvier 1923 et 19 juillet 1949, par l'Ordonnance-Loi n° 670 du 19 septembre 1959 et par la Loi n° 717 du 27 décembre 1961;

Vu l'article 2 de la Loi n° 124 du 15 janvier 1930 sur la délimitation du Domaine;

Vu l'Ordonnance du 1<sup>er</sup> février 1931 portant délimitation des quais et dépendances du port;

Vu l'agrément de S. Exc. M. le Ministre d'État en date du 5 avril 1963.

#### Arrêtons :

##### ARTICLE PREMIER.

Du 9 au 13 Avril 1963, à l'occasion du déroulement des épreuves du « Critérium des Jeunes Pilotes », la circulation des piétons est interdite sur la partie de la plate-forme du Quai Albert I<sup>er</sup> délimité par l'enceinte du circuit.

##### ART. 2.

Toute infraction au présent Arrêté sera constatée et poursuivie conformément à la Loi.

Monaco, le 8 avril 1963.

*Le Maire,*  
R. BOISSON.

## AVIS ET COMMUNIQUÉS

### DIRECTION DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES

*Circulaire n° 63-15 du 26 mars 1963 fixant les taux minima des salaires horaires du personnel des industries graphiques à compter du 15 janvier 1963.*

I. — Conformément aux dispositions de l'Ordonnance Souveraine n° 2.336 du 17 septembre 1960 ratifiant les prescriptions des Arrêtés Ministériels du 10 juillet 1945 et n° 51-73 du 10 avril 1951, les taux des salaires du personnel des industries graphiques ne peuvent, en aucun cas, être inférieurs aux salaires minima ci-après :

CATÉGORIE	Salaires horaires minimum au 15/1/63
	Frs
Typographes qualifiés (travaux courants) .....	P2 3,51
Typographes qualifiés (monteur des pages) .....	P3 3,83
Correcteur en première .....	P1 3,21
Correcteur bon tierceur .....	P2 3,51
Metteur en pages (préparant la copie) .....	P2 3,51
Metteur en pages (réglant la marche du travail) ...	P3 3,83
Fondeur monotypiste .....	P2 3,51
Linotypiste .....	(P2 + 15 %) 4,04
Mécanicien linotypiste .....	P2 3,51
Typo minerviste .....	P2 3,51
Conducteur sur minerve encrage cylindrique .....	P1 3,21
Margeur et margeuse .....	OS2 2,90
Conducteur typographe .....	P1 3,21
Conducteur sur Mielhe et Lithographe .....	P2 3,51
Conducteur quadruple raisin .....	P3 3,83
Conducteur machine 2 tours (gravure et trichromie)	P3 3,83
Reporteur sur pierre .....	P1 3,21
Reporteur tous formats .....	P2 3,51
Ecrivain .....	P2 3,51
Conducteur Offset .....	P3 3,83
Chromiste maquettiste .....	E 4,39
Machines plates : receveur .....	M2 2,38
Machines plates : margeur .....	OS1 2,58
Relieur qualifié (apprentissage complet) .....	P1 3,21
Relieur qualifié (travaux couverture peaux) .....	P3 3,83
Papetiers brocheurs massicotiers .....	P1 3,21
Papetiers rogneurs d'étiquettes .....	P2 3,51
Manœuvres non spécialisés .....	M1 2,33
Manœuvres spécialisés .....	M2 2,38
Stérotypistes .....	P2 3,51
Photographes de simili et de couleur .....	P3 3,83
Clicheurs galvanoplastes .....	P3 3,83
Ouvrière relieuse .....	PIF 2,73
Papetière qualifiée .....	PIF 2,73
Greneurs .....	OS2 2,90
Dessinateurs affichistes .....	E 4,39
Papetiers hautement qualifiés (trav. exceptionnels)	P3 3,83

## CARTES POSTALES (Coloris)

Petite ouvrière .....	OS1	2,58
Ouvrière spécialisée .....	OS2	2,90
Ouvrière spécialisée double pochoir .....	P1	3,21

## MÉTIERES FÉMININS

(Reliure, brochure et dorure)

OS1F .....	2,24
OS2F .....	2,45
P1F .....	2,73
P2F .....	2,98
EF .....	3,72

## APPRENTIS

## TYPOGRAPHES

Salaire de base : 3,21

1 <sup>re</sup> année :	1 <sup>er</sup> Semestre .....	20 %	0,64
	2 <sup>e</sup> Semestre .....	25 %	0,80
2 <sup>e</sup> année :	1 <sup>er</sup> Semestre .....	30 %	0,96
	2 <sup>e</sup> Semestre .....	40 %	1,28
3 <sup>e</sup> année :	1 <sup>er</sup> Semestre .....	50 %	1,60
	2 <sup>e</sup> Semestre .....	60 %	1,92
4 <sup>e</sup> année :	1 <sup>er</sup> Semestre .....	70 %	2,24
	2 <sup>e</sup> Semestre .....	80 %	2,56
5 <sup>e</sup> année :	1 <sup>er</sup> Semestre .....	90 %	2,88
	2 <sup>e</sup> Semestre .....	100 %	3,21

## IMPRESSION

Salaire de base : 3,21

1 <sup>re</sup> année :	1 <sup>er</sup> Semestre .....	25 %	0,80
	2 <sup>e</sup> Semestre .....	30 %	0,96
2 <sup>e</sup> année :	1 <sup>er</sup> Semestre .....	40 %	1,28
	2 <sup>e</sup> Semestre .....	45 %	1,43
3 <sup>e</sup> année :	1 <sup>er</sup> Semestre .....	55 %	1,76
	2 <sup>e</sup> Semestre .....	60 %	1,92
4 <sup>e</sup> année :	1 <sup>er</sup> Semestre .....	70 %	2,24
	2 <sup>e</sup> Semestre .....	75 %	2,40
5 <sup>e</sup> année :	1 <sup>er</sup> Semestre .....	85 %	2,72
	2 <sup>e</sup> Semestre .....	90 %	2,88

## MÉTIERES FÉMININS

(Brochage, Reliure, Papeterie)

Salaire de base : 2,73

1 <sup>re</sup> année :	1 <sup>er</sup> Semestre .....	25 %	0,68
	2 <sup>e</sup> Semestre .....	30 %	0,81
2 <sup>e</sup> année :	1 <sup>er</sup> Semestre .....	40 %	1,09
	2 <sup>e</sup> Semestre .....	50 %	1,36
3 <sup>e</sup> année :	1 <sup>er</sup> Semestre .....	60 %	1,63
	2 <sup>e</sup> Semestre .....	70 %	1,91
4 <sup>e</sup> année :	1 <sup>er</sup> Semestre .....	80 %	2,18
	2 <sup>e</sup> Semestre .....	90 %	2,45
5 <sup>e</sup> année :	1 <sup>er</sup> Semestre .....	100 %	2,73

## MANŒUVRES

Salaire de base : 2,33

14 à 15 ans .....	50 %	1,16
15 à 16 ans .....	60 %	1,39
16 à 17 ans .....	70 %	1,63
17 à 18 ans .....	80 %	1,86
après 18 ans .....		2,33

II. — A ces salaires s'ajoute l'indemnité exceptionnelle de 5 % qui n'est pas assujettie à la déclaration aux organismes sociaux.

III. — Il est rappelé que la rémunération totale acquise par le salarié à l'occasion du travail et le nombre d'heures de travail effectué doivent être intégralement déclarés aux Organismes Sociaux.

*Circulaire n° 63-16 du 26 mars 1963 précisant le mode de calcul des appointements des employés des imprimeries de labeur, à compter du 15 janvier 1963.*

I. — La Direction du Travail et des Affaires Sociales rappelle que la hiérarchie des salaires des employés des imprimeries de labeur s'établit en deçà et en delà de la sténo-dactylographe 2<sup>e</sup> échelon, coefficient 147 prise comme valeur de base dont les appointements mensuels devront être au moins égaux à 120 fois le salaire horaire de base de l'ouvrier qualifié P. 2 (Circulaire n° 63-15 fixant les taux minima des salaires horaires des Industries graphiques).

En conséquence, pour 40 heures de travail par semaine, le salaire mensuel minimum de la sténo-dactylographe, 2<sup>e</sup> échelon s'établit comme suit depuis le 15 janvier 1963 :

$$3,51 \times 120 = 421,20 \text{ francs}$$

A compter de cette même date, la valeur du point hiérarchique des employés est portée à :

$$421,20$$

$$147$$

$$= 2,8653 \text{ francs}$$

C'est donc par cette valeur qu'il y a lieu de multiplier le coefficient hiérarchique de chaque catégorie professionnelle d'employés pour obtenir, à compter du 15 janvier 1963, les appointements mensuels correspondant à 40 heures de travail hebdomadaire.

II. — Aux salaires ainsi établis s'ajoute l'indemnité exceptionnelle de 5 % qui n'est pas assujettie à la déclaration aux organismes sociaux.

*Circulaire n° 63-17 du 28 mars 1963 précisant la classification et les taux des salaires minima applicables au personnel des Agences d'Assurances à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1963.*

I. — Conformément aux dispositions de l'Ordonnance Souveraine n° 2.336 du 17 septembre 1960 ratifiant les prescriptions des Arrêtés Ministériels du 10 juillet 1945 et n° 51-73 du 10 avril 1951, les taux des salaires du personnel des Agences d'Assurances ne peuvent, en aucun cas, être inférieurs aux salaires minima ci-après :

## A) CLASSIFICATION

## a) employés

Première catégorie :

2<sup>e</sup> échelon : Employé débutant ayant moins de 6 mois de pratique professionnelle.

Deuxième catégorie :

1<sup>er</sup> échelon : Dactylo débutante ayant moins de 6 mois de pratique professionnelle.

2<sup>e</sup> échelon : Sténo-dactylo débutante ayant moins de 6 mois de pratique professionnelle.

3<sup>e</sup> échelon : Employé premier degré, Dactylo, Encaisseur au fixe.

4<sup>e</sup> échelon : Sténo-dactylo qualifiée, Sténotypiste, Employé 2<sup>e</sup> degré.

#### Troisième catégorie :

1<sup>er</sup> échelon : Sténo-dactylo correspondancièr, Employé technicien 1<sup>er</sup> degré.

2<sup>e</sup> échelon : Caissier, aide-comptable, Rédacteur sinistres, Employé technicien 2<sup>e</sup> degré.

#### Quatrième catégorie :

Employé hautement qualifié, Caissiers-Comptables.

#### b) Agents de maîtrise

Sont considérés comme agents de maîtrise :

a) Les employés dont la fonction est d'encadrer de petites équipes d'employés participant ou non au travail de l'équipe qu'ils encadrent, et assurant l'éducation des débutants, le contrôle et la révision du travail, la discipline, le remplacement éventuel d'un gradé supérieur.

b) les employés qui, n'ayant pas de commandement ou de surveillance peuvent être assimilés aux précédents, en raison de leur compétence professionnelle, de leurs fonctions ou de leurs responsabilités.

Pour les employés visés aux § a et b les salaires minima prévus sont majorés de 15 %.

c) les employés qui ont la qualification de la 4<sup>e</sup> catégorie et remplacent l'Agent général pendant les absences de courte durée de ce dernier, notamment pendant la période de vacances.

Le salaire minimum de ces employés est celui de la 4<sup>e</sup> catégorie majoré de 33 %.

#### c) Cadres

Technicien hautement qualifié, toutes branches, à qui l'employeur a confié, d'une façon habituelle et suivie, le fonctionnement de l'Agence et a délégué des pouvoirs écrits pour exercer son autorité auprès du personnel, le représenter auprès de la clientèle et au besoin auprès des Compagnies et des Sociétés.

#### B) SALAIRES MENSUELS

pour 173 h. 33 de travail mensuel

2 <sup>e</sup> catégorie :	1 <sup>er</sup> échelon	338 frs
	2 <sup>e</sup> échelon	354
	3 <sup>e</sup> échelon	364
	4 <sup>e</sup> échelon	381
3 <sup>e</sup> catégorie :	1 <sup>er</sup> échelon	405
	2 <sup>e</sup> échelon	422
4 <sup>e</sup> catégorie		473 frs
Agents de maîtrise + 15% ou + 33%		
Cadres		811 frs

II. — A ces salaires s'ajoute l'indemnité exceptionnelle de 5 % qui n'est pas assujettie à la déclaration aux organismes sociaux.

III. — Il est rappelé que la rémunération totale acquise par le salarié à l'occasion du travail et le nombre d'heures de travail effectué doivent être intégralement déclarés aux organismes sociaux.

## SERVICE DU LOGEMENT

### Appartements loués pendant le mois de mars 1963.

Application article 24 de l'Ordonnance Souveraine n° 2.057 du 21 septembre 1959.

#### Rang de priorité des nouveaux occupants

#### AFFICHAGE :

6, avenue Saint-Michel	2 B
27, avenue de la Costa	3 A

#### CESSIONS DE BAUX :

11, boulevard Rainier III	2 A
9, rue des Roses	3 A
18 bis, avenue de Fontvieille	3 B
2, boulevard d'Italie	3 B
24, avenue Grande Bretagne	4 A
5, rue des Géraniums	4 B
4, lacets Saint-Léon	5 B
8, impasse des Carrières	5 B
21, rue de la Turbie	5 B

#### DROIT DE RÉTENTION :

15, boulevard du Jardin Exotique.

#### ÉCHANGES :

6, rue Augustin Vento - 14, bd. Rainier III  
4, lacets Saint-Léon - 1 bis, impasse des Carrières.

Le Directeur  
du Service du Logement :  
André PASSERON.

## INFORMATIONS DIVERSES

### Clôture de la saison lyrique à l'Opéra de Monte-Carlo.

La saison lyrique fut telle, cette année, qu'il est difficile de dire lequel des ouvrages présentés a remporté le plus grand succès. Mais si un choix devait se faire inéluctablement, c'est sans doute aux deux représentations du « Trouvère » données en soirée, les 6 et 9 avril, qu'iraient les suffrages de la majorité.

Les noms de quatre très grands artistes figuraient à l'affiche : Franco Corelli (Manrico), Luisa Maragliano (Léonora) Adriana Lazzari (Azucena) et Enzo Sordello (Conte di Luna). A maintes reprises, ils durent céder aux rappels du public et revenir sur la scène recueillir les applaudissements, entrecoupés de bravos, que les spectateurs enthousiastes leur adressaient.

Mais, auprès d'eux, d'autres chanteurs, auxquels M. Maurice Besnard avait confié les rôles secondaires, ne démeritèrent point. Tous doivent être cités : Antonio Cassinelli (Ferrando), Jacqueline Bolret (Irène), Aldo Bresciani (Ruiz), Giulio Rossi (un Bohémien), Arcadio Passaja (un messager), tout comme les chœurs, placés sous la direction d'Albert Locatelli, et les musiciens de l'Orchestre National, dont le maître Argeo Quadri sut tirer le meilleur, pour exprimer les accents pathétiques de la partition.

*Exposition Walt Louderback.*

C'est sous la présidence effective de S.A.S. la Princesse de Monaco, Présidente de la Croix-Rouge Monégasque, qu'à eu lieu, le 6 avril, à l'International Art Gallery, le vernissage de l'exposition Walt Louderback, dont les œuvres sont vendues au profit de la Croix-Rouge Monégasque.

S.A.S. la Princesse Grace, accompagnée de Madame Jean Ardant, de Madame Vve A. Settimo, Vice-Présidente de la Croix-Rouge Monégasque, du Docteur E. Boéri, Secrétaire Général, et de Monsieur A. Barrat, Trésorier Général, a été accueillie, sur le seuil de l'International Art Gallery, par Monsieur et Madame Auré Caviggioli.

Les hautes personnalités présentes ont pu longuement admirer les gouaches, les aquarelles et les dessins où, Walt Louderback, grand artiste américain, décédé en 1941, avait su traduire un sentiment profondément humain; non dépourvu parfois d'une certaine ironie.

Grand voyageur, Walt Louderback appréciait tout particulièrement les charmes de la Côte d'Azur, et nombreuses sont les œuvres consacrées à la Principauté, que cette exposition offre aux regards des visiteurs.

**INSERTIONS LÉGALES ET ANNONCES****PARQUET GÉNÉRAL DE MONACO**

(Exécution de l'article 381 du Code de Procédure Pénale).

Suivant exploit de J-J. Marquet, huissier, en date du 4 avril 1963, enregistré, le nommé : SCHEMBRI Fortuné-Pippo, né le 17 février 1911 à Tunis, *actuellement sans domicile ni résidence connus*, a été cité à comparaître personnellement le mardi 21 mai 1963 à 9 heures du matin, sous la prévention d'émission de chèques sans provision, — délit prévu et réprimé par l'article 66 de l'Ordonnance Souveraine n° 1.876 du 13 mai 1936 et l'article 403 du Code Pénal.

Pour extrait :

P. le Procureur Général,  
Bernard NIVET, *Substitut Général*.

**PARQUET GÉNÉRAL DE MONACO**

(Exécution de l'article 381 du Code de Procédure Pénale).

Suivant exploit de J-J. Marquet, Huissier, en date du 14 mars 1963, enregistré, le nommé : REVERCHON Adrian, né à Munich (Allemagne) le 27 octobre 1922, *actuellement sans domicile ni rési-*

*dence connus*, a été cité à comparaître personnellement le mardi 28 mai 1963 à 9 heures du matin, devant le Tribunal Correctionnel de Monaco, sous la prévention d'escroqueries ; — délit prévu et réprimé par l'article 403 du Code Pénal.

Pour extrait :

P. le Procureur Général,  
Berrard NIVET, *Substitut Général*.

**GREFFE GÉNÉRAL****EXTRAIT**

D'un jugement contradictoirement rendu par le Tribunal de Première Instance de la Principauté de Monaco, en date du 29 novembre 1962, enregistré,

Entre le sieur René CHEYNUT, secrétaire, demeurant à Monaco, 9, rue Grimaldi assisté judiciaire.

Et la dame Solange CARPINELLI, épouse du sieur René CHEYNUT, demeurant et domiciliée 9, rue Grimaldi, à Monaco.

Il a été littéralement extrait ce qui suit :

« Prononce le divorce entre les époux Cheynut-Carpinelli, aux torts et griefs exclusifs de l'épouse « avec toutes conséquences de droit ».

Pour extrait certifié conforme,

Monaco, le 5 avril 1963.

Le Greffier en Chef,

P. PERRIN-JANNES.

**EXTRAIT**

D'un jugement contradictoirement rendu par le Tribunal de Première Instance de la Principauté de Monaco, en date du 13 décembre 1962, enregistré,

Entre le sieur Antoine-Jacques-Albert SEMERIA chirurgien dentiste, demeurant à Monte-Carlo, Villa Le Pavillon, avenue de l'Annonciade.

Et la dame Francine MORIAME, épouse SEMERIA, demeurant à Monte-Carlo, Villa Le Pavillon, 34 avenue de l'Annonciade.

Il a été littéralement extrait ce qui suit :

« Prononce le divorce entre les époux SEMERIA-  
« MORIAME au profit du mari et aux torts de la  
femme ».

Pour extrait certifié conforme,

Monaco, le 5 avril 1963.

*Le Greffier en Chef,*

P. PERRIN-JANNES.

#### AVIS

Par Ordonnance en date de ce jour M. le Juge  
Commissaire à la faillite de la Société de Recher-  
ches Chimiques et Scientifiques a autorisé le Syndic  
à arrêter la location du local dépendant de ladite  
faillite.

Monaco, le 5 avril 1963.

*Le Greffier en Chef,*

P. PERRIN-JANNES.

Étude de M<sup>e</sup> JEAN-CHARLES REY

Docteur en Droit, Notaire

2, rue Colonel Bellando de Castro - MONACO

#### CESSION DE FONDS DE COMMERCE

*Première Insertion*

Aux termes d'un acte reçu le 9 novembre 1962  
par le notaire soussigné, M. Pierre-Georges-Antoine-  
Aimé ESCANDE, hôtelier, demeurant n° 16, rue  
Pharaon, à Toulouse, a acquis de M. Maurice POUX  
et de M<sup>me</sup> Geneviève GAUBERT, son épouse, tous  
deux commerçants, demeurant n° 9, avenue de la  
Gare, à Monaco, et de M<sup>me</sup> Juliette-Renée-Paulette  
RAUZIERES, hôtelière, épouse de M. Octave  
SCHMIT, demeurant au même lieu, un fonds de  
commerce d'hôtel-café-restaurant, exploité n° 9, ave-  
nue de la Gare, à Monaco-Condaminé, dans un  
immeuble dénommé « HOTEL CAFE RESTAU-  
RANT DE NICE ET TERMINUS ».

Oppositions, s'il y a lieu, dans les dix jours de  
la deuxième insertion, en l'Etude du notaire sous-  
signé.

Monaco, le 12 avril 1963.

*Signé : J.C. REY.*

## Compagnie Européenne de Participations Industrielles

Société anonyme au capital de 100.000 F.

*Siège social :* 30 boulevard Princesse Charlotte  
MONTE-CARLO.

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

#### AVIS DE CONVOCATION

MM. les actionnaires de la COMPAGNIE  
EUROPEENNE DE PARTICIPATIONS INDUS-  
TRIELLES, (C.E.P.I.), société anonyme monégas-  
que, sont convoqués en assemblée générale ordinaire  
pour le mardi 14 mai 1963 à dix heures du matin,  
au siège social, à Monte-Carlo, à l'effet de délibérer  
sur l'ordre du jour suivant :

1° — Rapports du conseil d'administration et  
des Commissaires aux comptes sur l'exercice 1962 ;

2° — Examen et approbation des comptes de cet  
exercice ; quitus au conseil d'administration ;

3° — Nomination de deux administrateurs ; no-  
mination des commissaires aux comptes ;

4° — Questions diverses.

*Le Conseil d'Administration.*

## COMPAGNIE MONÉGASQUE D'ENTREPRISES GÉNÉRALES

Société anonyme au capital de 50.000 F

*Siège social :* 11 bis, rue Princesse Antoinette  
MONACO (Pté).

### AVIS DE CONVOCATION

MM. les Actionnaires de la « COMPAGNIE  
MONEGASQUE D'ENTREPRISES GÉNÉRALES »  
sus-dénommée, sont convoqués au siège social en  
Assemblée générale ordinaire, pour le jeudi 25 avril  
1963, à 11 heures, à l'effet de délibérer et statuer  
sur l'ordre du jour suivant :

#### ORDRE DU JOUR :

- Rapports du Conseil d'Administration et du  
Commissaire sur les comptes de l'exercice 1962
- Discussion et approbation des comptes présentés  
par le Conseil



- Affectation des bénéfices — Dividende
- Ratification de la nomination d'un Administrateur
- Quitus à un Administrateur démissionnaire
- Rémunération des Commissaires aux Comptes pour l'exercice 1962
- Pouvoirs à conférer au Conseil d'Administration
- Approbation prescrite par l'article 23 de l'Ordonnance Souveraine du 5 mars 1895
- Questions diverses.

Tous les actionnaires, quel que soit le nombre d'actions possédées par eux, ont le droit d'assister à cette Assemblée.

*Le Conseil d'Administration.*

## **“ LES GRANDS CHAIS FRANCO-MONÉGASQUES ”**

Société anonyme au capital de 30.000 F.

11, rue Sainte-Suzanne — MONACO.

### **AVIS DE CONVOCATION**

Les Actionnaires de la Société « Les Grands Chais Franco-Monégasques » au capital social de 30.000 F. sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle, au siège social : 11, rue Ste Suzanne, pour le 2 mai à 17 heures pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1) Rapports du Conseil et des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 1962 ;
- 2) Approbation des comptes du Bilan et de P & P de ce même exercice ;
- 3) Quitus aux Administrateurs ;
- 4) Affectation des résultats ;
- 5) Nomination de nouveaux Commissaires aux Comptes pour les exercices 1963, 1964 et 1965 ;
- 6) Renouvellement statutaire du mandat des Administrateurs ;
- 7) Autorisation à renouveler aux Administrateurs conformément à l'article 23 de l'Ordonnance Souveraine du 5 mars 1895 ;
- 8) Questions diverses.

*Le Conseil d'Administration.*

## **FAILLITE**

**DE LA SOCIETE ANONYME MONEGASQUE**

**“ S A B E ”**

*Siège social : 2, rue Sainte-Suzanne — MONACO.*

### **AVIS**

Les créanciers présumés de la faillite de la Société Anonyme Monégasque dite : « S A B E », dont le siège social est à Monaco, 2, rue Sainte-Suzanne, sont invités, conformément à l'article 463 du Code de Commerce à remettre au Syndic de la faillite, Maître Roger Orecchia, Expert-Comptable, 30, boulevard Princesse Charlotte à Monte-Carlo, leur titre de créance, accompagné d'un bordereau indicatif des sommes par eux réclamées.

Cette remise devra avoir lieu dans la quinzaine de la présente insertion pour les créanciers domiciliés en Principauté de Monaco et dans le mois pour les créanciers domiciliés à l'étranger.

Les créanciers qui désirent remplir les fonctions de contrôleur, peuvent faire acte de candidature.

*Le Syndic de faillite,*  
**R. ORECCHIA**

Étude de M<sup>e</sup> LOUIS-CONSTANT CROVETTO

Docteur en Droit, Notaire

26, avenue de la Costa - MONTE-CARLO

**SOCIETE ANONYME MONEGASQUE**

**“ NAVIGATOR S. A. ”**

au capital de 150.000 F

### **AUGMENTATION DE CAPITAL MODIFICATION AUX STATUTS**

I<sup>o</sup> — Aux termes d'une délibération prise à Monaco, au siège social Le Ruscino, Quai Antoine I<sup>er</sup> n° 14, le 14 décembre 1962, les actionnaires de la société anonyme monégasque dite « NAVIGATOR S.A. » à cet effet spécialement convoqués et réunis en Assemblée Générale extraordinaire, ont décidé que le capital social serait augmenté de la somme de cent quarante sept mille cinq cents francs par la création au pair de deux mille neuf cent cinquante actions de cinquante francs chacune, et que par suite

le capital serait porté de la somme de deux mille cinq cents francs à celle de cent cinquante mille francs, et comme conséquence de cette augmentation de capital, l'assemblée a décidé de modifier l'article cinq des statuts, ladite assemblée a également décidé de modifier l'article dix sept desdits statuts, le tout de la façon suivante :

*Article 5.* — Le capital social est fixé à la somme de cent cinquante mille francs divisé en trois mille actions de cinquante francs toutes à souscrire en numéraire et à libérer du quart lors de la souscription.

Toutes les actions ont des droits identiques tant dans les bénéfices de l'exploitation que dans les bénéfices de liquidation et dans les votes à émettre aux assemblées.

*Article 17.* — L'assemblée générale nomme un ou deux commissaires aux comptes les conditions prévues par la loi n° quatre cent huit du vingt cinq janvier mil neuf cent quarante cinq, chargés d'une mission générale et permanente de surveillance avec les pouvoirs les plus étendus d'investigation portant sur la régularité des opérations et des comptes de la société et sur l'observation des dispositions légales et statutaires régissant son fonctionnement.

Les commissaires désignés restent en fonction pendant trois exercices consécutifs. Toutefois leur prérogatives ne prennent fin qu'à la date de l'assemblée qui les remplace. Ils peuvent en cas d'urgence convoquer l'assemblée générale.

L'assemblée a aussi la faculté de nommer un ou deux commissaires suppléants suivant le nombre de commissaires en exercice et ne peuvent agir qu'en cas d'absence ou d'empêchement de ceux-ci. Les commissaires reçoivent une rémunération dont l'importance est fixée par l'Assemblée Générale.

2° — Le procès-verbal de ladite assemblée générale extraordinaire, ainsi que les pièces constatant sa constitution ont été déposés avec reconnaissance d'écriture et de signature au rang des minutes de M<sup>e</sup> Crovetto, notaire soussigné par acte du 5 avril 1963.

3° — L'augmentation de capital et la modification des statuts ci-dessus, telles qu'elles ont été votées par ladite assemblée ont été approuvées par Arrêté de S. Exc. Monsieur le Ministre d'Etat de la Principauté de Monaco, en date du 19 février 1963.

4° — Aux termes d'une deuxième assemblée générale extraordinaire tenue à Monaco, au siège social, le 5 avril 1963, dont le procès-verbal a été déposé au rang des minutes du notaire soussigné, le même jour, les actionnaires de ladite société ont

reconnu la sincérité de la déclaration notariée de souscription et de versement faite par le Conseil d'Administration aux termes d'un acte reçu par le notaire soussigné le 5 avril 1963, et réalisé définitivement l'augmentation de capital et la modification des statuts qui en est la conséquence.

5° — Une expédition

a) de l'acte de dépôt du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 14 décembre 1962, déposé aux minutes de M<sup>e</sup> Crovetto le 5 avril 1963.

b) de la déclaration notariée de souscription et de versement du 5 avril 1963.

c) et de l'acte de dépôt du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 5 avril 1963, déposé aux minutes de M<sup>e</sup> Crovetto le même jour, ont été déposées le 10 avril 1963 au Greffe du Tribunal de la Principauté de Monaco,

Monaco, le 12 avril 1963.

Signé : CROVETTO.

## BULLETIN DES

### Oppositions sur les Titres au Porteur

#### Titres frappés d'opposition

Exploit de M<sup>e</sup> François Paul PISSARELLO, Huissier à Monaco, en date du 17 novembre 1962, 416 actions de la « Société anonyme monégasque AZURRALP », portant les numéros :

1 à 5 — 6 à 10 — 257 à 585 et 101 à 189

Exploit de M<sup>e</sup> Jean J. MARQUET, Huissier à Monaco, en date du 6 mars 1963, 60 actions de la « Société des Bains de Mer et du Cercle des Etrangers » portant les numéros :

98.546 à 98.602 — 99.588 — 99.589 et 99.690

#### Mainlevées d'opposition.

Néant.

#### Titres frappés de déchéance.

Néant.